

Ulrike Minkner, Vice-présidente de l'Alliance pour la souveraineté alimentaire.
Paysanne, membre d'Uniterre et de la Vía campesina.

Nous, les paysannes sommes très préoccupées

Nous assistons en Suisse mais aussi en Europe et dans les pays du Sud à la destruction graduelle de l'agriculture familiale.

Nous ne voulons pas attendre plus longtemps les solutions de la Confédération mais exigeons la Souveraineté alimentaire.

Nous ne voulons plus d'importations de denrées alimentaires, qui déclenchent ailleurs des catastrophes écologiques ou qui sont produites dans des conditions de travail inhumaines. Nous, les femmes, nous nous engageons pour une alimentation saine et pour la santé. Cela nécessite des sols sains et des animaux sains !

Nous voulons, par notre initiative, inciter le monde politique à penser de manière radicalement différente autrement et de manière fondamentale :

Nous sommes toutes et tous informé.e.s des problèmes liés au climat, à la destruction de sols fertiles et de prairies et nous savons qu'ils engendrent des crises humanitaires, des guerres et forcent des populations entières à l'exode.

Une alimentation saine est essentielle pour une bonne santé.

Ce n'est pas seulement la quantité de nourriture à disposition qui est déterminante mais aussi sa qualité. Et cette dernière dépend du processus de production de la fourche à la fourchette.

La qualité se mesure en termes de revenus suffisants pour les travailleuses et travailleurs agricoles et les familles paysannes, de préservation des sols, d'utilisation judicieuse des ressources et de respect dans tous les domaines.

Les femmes, ici et dans le monde, ont difficilement accès à la terre. En Suisse seul 6% des fermes sont gérées par des femmes. Un changement de mentalité est incontournable : nous demandons que les fermes se repeuplent, au lieu d'être de plus en plus désertées! Le travail doit être réparti de manière égalitaire sur davantage de personnes, hommes, femmes et jeunes. **Non** à la multiplication des machines de plus en plus grandes et de plus en plus chères, qui ne font que gonfler la consommation d'énergie. Nous refusons que des machines remplacent notre travail, car nous sommes les seuls à en payer le prix. **Non** à l'agrandissement permanent des exploitations, qui génère une surcharge croissante de travail. Si nous rejetons ces dérives, c'est en raison des charges financières grandissantes et des rapports de dépendance problématiques qu'on nous impose, mais aussi parce que ce modèle n'est pas porteur d'avenir. D'ores-et-déjà, 50% du capital des exploitations agricoles est composé d'emprunts. Les femmes sont elles aussi sous le joug de cette dette. Car à la fin, quand les fermes appartiendront aux banques, alors il en sera terminé de l'agriculture familiale !

Nous attendons de la Confédération qu'elle pose un cadre de manière à ce que l'agriculture suisse ne soit plus sacrifiée sur l'autel du marché mondial, mais qu'elle produise de manière indépendante les denrées qu'il est possible et judicieux de cultiver localement.

L'initiative demande le renforcement des structures régionales. Des structures locales de bonne qualité représentent pour les femmes et les hommes des opportunités de travailler et de gagner sa vie et créent donc une protection sociale dans les régions. C'est un moyen d'enrayer l'exode rural et le chômage à la campagne. Or la politique agricole actuelle discrimine les petites exploitations. Les femmes se retrouvent fréquemment dans des situations précaires. Ce constat vaut également pour les grandes exploitations fortement endettées. Souvent les femmes y travaillent à moindre salaire et à temps partiel ou alors sur appel. Dans cette situation, la vente directe, les structures régionales fortes comme les moulins, boucheries, boulangeries, menuiseries et autres PME permettent de conserver la valeur ajoutée dans les régions. C'est ainsi que les régions restent attractives et que les

écoles, bureaux de poste et autorités locales peuvent se maintenir à proximité. C'est là un soutien inestimable qui nous confère de nouvelles libertés. Ainsi, par exemple avec l'ouverture de structures d'accueil la prise en charge des enfants n'incomberait plus uniquement aux femmes. Les maternités seraient maintenues et la prise en charge médicale des malades ne serait pas privatisée. Les postes de travail resteraient dans la région et créeraient de nouvelles opportunités pour les jeunes.

De nombreuses multinationales de l'agro-alimentaire et de la chimie ont leur siège en Suisse. Plutôt que de leur accorder des privilèges fiscaux, notre pays devrait exiger qu'elles respectent les droits humains et les standards écologiques partout où elles sont actives dans le monde. Ce sont les femmes et les enfants qui souffrent le plus de la faim et des injustices. Et nous avons un moyen de changer la donne en ce qui concerne les denrées alimentaires en exigeant que les standards écologiques et sociaux et le principe de précaution soient respectés pour les produits importés.

Le rapport sur l'agriculture mondiale constate: «La faim est un problème principalement rural et ne peut être vaincue que sur le plan local» («Hunger is primarily a rural problem and can effectively only be overcome locally»). L'industrialisation de l'agriculture aggrave le clivage entre les «pauvres» et les «riches» de ce monde. L'industrialisation est le problème, et non la solution pour l'agriculture!

Nous voulons que l'initiative pour la souveraineté alimentaire ouvre et anime le débat sur l'alimentation et l'agriculture en Suisse. Discuter dans ce pays de l'importance des structures locales, des conditions sociales et de l'interdiction du génie génétique en agriculture, c'est renforcer le mouvement mondial pour la souveraineté alimentaire. ET nous pourrions être les pionniers d'une autre approche de la nature, du sol, des êtres humains et des animaux et d'une politique alimentaire qui mette au centre l'humain et non pas le marché.

Nos collègues de la Vía campesina suivent avec attention ce qui se passe chez nous et nous envie notre droit de voter sur ce sujet. Vous trouverez leurs prises de position dans le dossier de presse.

En Suisse, de nombreuses femmes d'horizons différents se rallient à notre appel. Ces femmes refusent de faire comme si de rien n'était. Car continuer comme jusqu'à présent, n'est plus une option.

Sources:

<https://www.agrarbericht.ch/fr>

<https://www.weltagrарbericht.de/> ou <https://www.globalagriculture.org>

<https://www.weltagrарbericht.de/themen-des-weltagrарbericht.html>

<http://souverainetealimentaire.org/>